

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1201**8 mai 2015****SOMMAIRE**

3A Alternative Funds	57616	MariTeam S.A.	57648
Aberdeen Infrastructure Capital Holdings (France) S.à r.l.	57604	Nordea Life & Pensions S.A.	57646
Air Newco 3 S.à r.l.	57618	Nouvel Horizon S.à r.l.	57605
Banco Popolare Luxembourg S.A.	57603	Partners Group Real Estate Secondary 2009 (Euro) S.C.A., SICAR	57645
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	57604	PC EU Feeder V SCSp	57647
Cellmedia S.A.	57608	Pharaoh Corporation S.A.	57630
DPI S.A.	57605	Piscadera Investments S.A.	57602
Edinburgh Car Park S.à r.l.	57605	Pyramus S. à r.l.	57613
Eurocash-Fund	57617	Reload Master S.à r.l.	57621
Fermat 2 S.à r.l.	57626	Rigond Finance S.à r.l.	57617
Fiduciaire Bovy Luxembourg S.à.r.l.	57604	Sankaty European Holdings S.à r.l.	57644
Frasia Holdings S.A.	57604	Sogeh International S.A.	57603
I-Invest Management S.à.r.l.	57641	Storm Fund	57613
II PM Luxembourg S.A.	57612	Tanin Export S.A.	57643
ING International	57606	Tannenberg S.à r.l.	57647
IRK Secure Capital S.A.	57602	Timbercreek Real Estate Fund	57619
ITACA Finance S.à r.l.	57603	Transports Neves S.à r.l.	57602
LB-Re	57603	Treveria Seven S.à r.l.	57609
LBREM NW Holdings S.à r.l.	57608	Vauban Management S.C.	57602
Managed Funds Portfolio	57609	VDC Invest S.A.	57615
Mandarin Capital Partners II S.C.A. SICAR	57629	Venusia Real Estate Investment S.A.	57605

Vauban Management S.C., Société Civile.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg E 3.228.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015046151/9.

(150052062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

IRK Secure Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 156.405.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 5 mars 2015 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 10, Antoine Jans à L-1820 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015046489/11.

(150053277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Transports Neves S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 179.533.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015046121/14.

(150052680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Piscadera Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 75.904.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le mardi 19 mai 2015 à 16.00 hrs au siège de la société à L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2013;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2013;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre sur base de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915;
6. Elections statutaires;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015063534/561/20.

Banco Popolare Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.796.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015046887/9.

(150054335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

LB-Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 24.011.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société LB-Re

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015046523/11.

(150052956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

ITACA Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.507.

Il résulte d'un acte sous seing privé du 24 mars 2015 que:

- IMI INVESTIMENTI S.p.a., une société constituée sous les lois italiennes, ayant son siège social au 2 Via Zamboni, 40126 Bologne, Italie; a cédé 11.556 parts sociales de classe D et 11.640.579 parts sociales de classe D2 à la société MANZONI S.R.L., ayant son siège social au 12, Via Monte Di Pieta, 20121 Milan, Italie.

Luxembourg, le 25 mars 2015.

Pour: ITACA FINANCE S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015046492/14.

(150052913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Sogeho International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 69.904.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 19 mai 2015 à 11.00 heures au siège social 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
2. Rapport du réviseur pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
3. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
4. Affectation du résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
5. Décharge à accorder aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour leur mandat relatif de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
6. Démissions et nomination d'un nouveau administrateur.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015058701/20.

Fiduciaire Bovy Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 40.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015045778/9.

(150052139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Aberdeen Infrastructure Capital Holdings (France) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 123.078.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2015.

Référence de publication: 2015046209/10.

(150053335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Frasia Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.327.

Les statuts coordonnés au 10/03/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/03/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015045766/12.

(150052214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.403.

The board of directors is pleased to convene the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A., SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on 19 May 2015 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2014
3. Allocation of results
4. Discharge to the directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory elections
7. Remuneration of the directors

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bd.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2015062668/755/23.

DPI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 67.266.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015044371/9.

(150050521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

Nouvel Horizon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 11, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 33.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015044604/10.

(150050825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

Edinburgh Car Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.688.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2015.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2015044373/12.

(150050988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

VRE, Venusia Real Estate Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 96.585.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social en date du *18 mai 2015* à 10 heures avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte des résultats.
2. Discussion du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C., le cas échéant.
6. Modification au sein du Conseil d'Administration.
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062679/1004/23.

ING International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 47.586.

Since the quorum required by the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, was not reached at the previous Extraordinary General Meeting of the Company held on 17 April 2015 at 11 a.m., notice is hereby given that a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

will be held before notary at the registered office of the Company on 27 May 2015 at 3 p.m. Luxembourg time (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. As from 1 June 2015 (hereinafter the "Effective Date"), change of the name of the Company from "ING International" to "NN (L) International" in order to align with the rebranding of the other ING investment entities.
2. As from the Effective Date, subsequent amendment to Article 1 - "Name and Form" of the articles of association of the Company (hereinafter the "Articles") so as to reflect the new name of the Company. Article 1 shall therefore read as follows:

"There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of NN (L) International (hereinafter the "Company"). The Company shall be governed by the Law of seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investments, and by these articles of association."

3. As from the Effective Date, amendment to Article 3 - "Purpose", Article 5 - "Share capital", Article 20 - "Powers of the Board of Directors", Article 26 - "termination or amalgamation of sub-funds or share classes" and Article 31 - "Applicable law", with the updated references to the Luxembourg law of 17 December 2010.
4. As from the Effective Date, amendment to Article 5 - "Share Capital" so as to update it with provisions of Luxembourg Law of 10 December 2010 regarding the cross-investments between sub-funds of the same Company.
5. As from the Effective Date, Article 8 - "Form of Shares" of the Articles shall be entirely reworded so as to comply with Luxembourg law of 28 July 2014 concerning the compulsory deposit and immobilisation of shares and units in bearer form (the "Law"). Consequently, Article 8 shall read as follows:

"Article 8: Form of Shares. The board of directors shall determine whether the Company shall issue bearer and/or registered shares, to the extent permitted by law and under the conditions specified in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide, at its entire discretion, whether or not to issue certificates in respect of registered shares, as specified in the sales documents of the Company. In case the board of directors has elected to issue no certificates, a shareholder shall receive, upon his request, a written confirmation of his shareholding. The share certificates, if issued, shall comply with the requirements set out under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

In case share certificates are issued, the board of directors may decide, at its entire discretion, to replace a share certificate which has been mislaid, mutilated or destroyed, as specified in the sales documents of the Company.

All registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders, which shall be kept in compliance with applicable laws.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with all the information requested under applicable laws, including an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

At the entire discretion of the board of directors, bearer shares may be issued in book entry bearer form or immobilised form, as specified in the sales documents of the Company.

All bearer shares of the Company shall be registered in the bearer share register which shall be kept by the bearer shares depositary in compliance with applicable laws, as further specified in the sales documents of the Company. Ownership of bearer shares will be evidenced by the registration in the bearer share register. Upon written request by the shareholder concerned, the bearer shares depositary may issue a written confirmation of the shares registered for such shareholder in the bearer share register.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.”

6. As from the Effective Date, amendment to Article 9 - “Classes of Shares” of the Articles so as to replace the third paragraph by the following:
 “Within each class, there may be
 - one or more capitalization share-types; and
 - one or more distribution share-types.”
7. As from the Effective Date, to Article 11 - “Redemption” shall be updated with regards to the wording on the suspension of orders as well as to re-arrange the allocation of costs in case of redemptions in kind. Consequently, the last sentence of Article 11 will be replaced as follows:
 “Any costs resulting from such a redemption in kind are supported by the redeeming shareholders.”
8. As from the Effective Date, amendment to Article 12 - “Conversion” so as to rephrase the wording on the suspension of orders.
9. As from the Effective Date, amendment to Article 13 - “Limitations on the Ownership of Shares” so as to delete reference to physical bearer shares under first indent of letter b), to replace third indent of letter b) and letter c) as follows:
 b) 3. “payment of the purchase price will be made to the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender, where applicable, of the share certificate or certificates) representing the shares specified in such notice together with the unmatured coupons. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owners thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender, where applicable, of the share certificate(s) and the unmatured coupons as aforesaid;
 c) “refuse, during any Shareholders’ Meeting, the right to vote of any person who is not authorised to hold shares in the Company.
 In particular, the Shares of the Company may not be offered or sold within the United States or to or for the account of any US Person as defined in Rule 902 of Regulation S under the Securities Act.
 Applicants may be required to declare that they are not US Persons and that they are neither acquiring Shares on behalf of US Persons nor acquiring Shares with the intent to sell to US Persons.
 The Shares of the Company may, however, be offered to investors that qualify as US Persons as defined under the Foreign Account Tax Compliance Act (“FATCA”), under the condition that such investors do not qualify as US Persons according to Rule 902 of Regulation S under the Securities Act”.
10. As from the Effective Date, amendment to Article 16 - “Suspension of calculation of the net asset value” so as to update the wording and to include new indents 8 and 9 as additional cases for the suspension of the calculation, as follows:
 8. “In case of a merger of a Sub-Funds with another Sub-Fund of the Company or another UCITS (or a Sub-Fund thereof), provided such suspension is in the interest of the shareholders;
 9. In case of a feeder Sub-Fund of the Company, if the net asset calculation of the master Sub-Fund or the master UCITS is suspended”.
11. As from the Effective Date, amendment to article 20 - “Powers of the Board of Directors” so as to to update the wording and to include new indents 10 and 11 as additional investment possibilities and in accordance with the provisions of UCITS IV Directive:
 10. “A Sub-Fund which can, under the conditions provided for in the law of seventeenth December two thousand and ten, invest in the shares issued by one or several Sub-Funds of the Company.
 11. A Sub-Fund which can be constituted as a feeder Sub-Fund in a master UCITS or a master Sub-Fund of such UCITS”.
12. As from the Effective Date, amendment of last paragraph of Article 23 - “Conflicts of interest” so as to align it with the conflicts of interest policy applicable to the Company and as follows:
 “If any director, executive or authorised representative has a personal interest in some part of the Company’s business, or is in a situation which leads or may lead to a conflict of interest entailing a material risk of damage to the interests of the Company and/or its clients, he shall inform the board of directors thereof. He shall not deliberate or take part in voting on this matter. The matter shall be reported to the next shareholders’ meeting.”
13. As from the Effective Date, removal of Article 24 - “Indemnification” from the Articles.
14. As from the Effective Date, subsequent renumbering of articles 25 to 33 of the Articles and update of the relevant cross-references in the Articles.
15. As from the Effective Date, amendment of /newly numbered) Article 24 - “General Meeting of the Company” and Article 26 - “Termination and amalgamation of sub-funds or classes of shares” so as to rephrase the Articles.
16. As from the Effective Date, amendment to the former Article 29 - “Distributions” (to be renumbered 28) of the Articles so as to comply with the Law. The third paragraph shall now read as follows:

“Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of immobilised bearer shares shall be made to the bearer shares depositary for the benefit of the shareholder, as further specified in the sales documents of the Company.”

The Meeting will validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case they cannot attend the meeting, they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than 20 May 2015 5 p.m. Luxembourg time by fax (fax number + 352 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2015058717/755/132.

Cellmedia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 75.417.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, -1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2015044326/15.

(150050978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

LBREM NW Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.744.

—
*Extrait des résolutions de l'associé unique de la société prises en date du 12 mars 2015
(«l'Associé Unique»)*

L'associé unique accepte la démission de Martijn Sinninghe Damsté en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 1.4 décembre 2014.

Le Conseil, de Gérance de la Société se compose désormais de la façon suivante:

Gérants de catégorie A:

- Hinnerk Koch, avec adresse professionnelle au, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- Laurent Belik, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

Gérants de catégorie B:

- Yon Ku Cho, avec adresse professionnelle au 27, Beekman Terrace, USA-07901 Summit, New jersey;
- Ronald Bonneau, avec adresse professionnelle au 222, N. Sepulveda Boulevard, étage Suite 2222, USA - CA 90245 El Segundo, Californie;
- Aaron Giovara, avec adresse professionnelle au 222, N. Sepulveda Boulevard, étage Suite 2222, USA - CA 90245 El Segundo, Californie.

A Luxembourg, le 13 Mars 2015.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2015042442/26.

(150048620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Treveria Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.322.525,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 125.033.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société du 20 mars 2015 que:

- La démission de M. Jérôme TIBESAR, gérant de la Société, avec effet immédiat, a été acceptée;

- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mme Caroline GOERGEN, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015046679/16.

(150053148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Managed Funds Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 81.144.

—
The shareholders of the Company are invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(hereinafter "the Meeting") to be held on 19 May 2015 at 11:30 CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the common draft terms of Merger drawn up in accordance with Article 261 (1) and (2) of the 1915 Law and to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 18 April 2015, in accordance with Article 262 (1) of the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "1915 Law").
2. Approval of the explanatory memorandum to the proposal for the Merger of the Company into NN (L) drawn up in accordance with Article 265 of the 1915 Law explaining the common draft terms of Merger and setting out the legal and economic grounds for them.
3. Acknowledgement of the accomplishment of all then applicable formalities prescribed in Article 267 (1) a), b) and e) of the 1915 Law in relation to the right of each shareholder to inspect the Merger documentation at the registered office of the Company at least one month before the date of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company.
4. Approval of the examination carried out and the report drawn up by the independent auditor in accordance with Article 266 (1) of the 1915 Law.
5. Approval of the merger by absorption between Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5, a sub-fund of the Company (the "Contributing Sub-Fund") into NN (L) First Class Multi Asset (the "Receiving Sub-Fund"), a sub-fund of NN (L), a Société d'Investissement à Capital Variable, with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, and registered with the Luxembourg register of companies and commerce under number B 44.873 ("NN (L)") as the absorbing company, and allocation of the merger costs to the Alternative Investment Manager.
6. Approval of the merger by absorption between Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10 a sub-fund of the Company (the "Contributing Sub-Fund") into NN (L) First Class Multi Asset (the "Receiving Sub-Fund"), a sub-fund of NN (L), and allocation of the merger costs to the Alternative Investment Manager.

The absorption of the Company's Sub-Funds into the Receiving Sub-Fund shall be done as described below:

Contributing Sub-Funds and share classes	Receiving Sub-Fund and share classes
Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5	NN (L) First Class Multi Asset
A CAP EUR	P CAP EUR
LU0290137057	LU0809674541
A CAP USD (Hedged)	P CAP USD (Hedged)
LU0290136240	LU1175220752
I CAP EUR	I CAP EUR
LU0290136083	LU0809674202
I CAP USD (Hedged)	I CAP USD (Hedged)
LU0290135788	LU1175220679

Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10	NN (L) First Class Multi Asset
A CAP EUR	P CAP EUR
LU0290137560	LU0809674541
A CAP USD (Hedged)	P CAP USD (Hedged)
LU0290136836	LU1175220752
I CAP EUR	I CAP EUR
LU0290137305	LU0809674202
I CAP USD (Hedged)	I CAP USD (Hedged)
LU0290136596	LU1175220679

With effect on 19 May, 2015 or as soon as possible thereafter, the applicable exchange ratio between the shares of the Contributing Sub-Funds and the new shares of the Receiving Sub-Fund shall be determined on the basis of the Net Asset Value of the Contributing Sub-Funds/share classes and the Receiving Sub-Fund, as outlined in the merger documentation.

7. Dissolution without liquidation of the Contributing Sub-Funds and the Company and subsequent cancellation of all the outstanding shares inscribed in the books of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. at the date of the Merger which will be replaced by shares of the respective sub-fund of NN (L) First Class Multi Asset in accordance with Article 274 (1) of the 1915 Law.
8. Discharge of the members of the Board of Directors of the Company and determination of the place where the books and records of the Company will be kept for a period of five years.
9. Effectiveness of the merger as at 19 May 2015 or at any other date thereafter (hereinafter the "Effective Date").

The cost associated with the Merger will be supported by the Alternative Investment Fund Manager.

The reason for Merger is that the overall product streamlining of NN Investment Partners Group pertaining its worldwide distribution of investment funds and the higher assets resulting from a merger would (a) optimize the product offering and generate economy of scale and (b) lower the costs borne by the shareholders with more efficient usage of fund management resources; therefore the merger of the Contributing Sub-Funds with the Receiving Sub-Fund would benefit to the shareholders of the Contributing Sub-Funds.

On 19 May, 2015, the Effective Date, the shareholders of the Contributing Sub-Funds not wishing to redeem their shares will receive new shares, free of charge, in the respective Receiving Sub-Fund. Exchange ratio will be calculated on basis of the net asset value per share of the Contributing Sub-Fund set in relation to the net asset value of the Receiving Sub-Fund on the Effective Date, upon validation of an independent auditor.

Following the contribution of all assets and liabilities and the share exchange mentioned above on the Effective Date, the Contributing Sub-Funds and the Company will be dissolved without liquidation as of the Effective Date.

Shareholders of the Contributing Sub-Funds should note that the investment policies of the Contributing Sub-Funds differ from the investment policy of the Receiving Sub-Fund:

Objective and Investment Policy Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5 and Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10:

The objective of the Contributing Sub-Funds is to obtain long-term absolute performance by investing in a diversified portfolio composed primarily of any type of fixed-income securities and/or money market instruments and/or equities and/or any type of traditional or alternative funds or funds of funds, and on an ancillary basis in cash.

Fixed-income securities primarily include (but are not limited to) bonds, convertible bonds, inflation-linked bonds, mortgage pass-through securities, collateralised mortgage obligations, mortgage-backed securities, variable-rate bonds and asset-backed securities.

If it invests in other target investment funds or funds of funds, the Sub-Funds must ensure that the securities portfolios of those target investment funds or funds of funds have the appropriate liquidity features to enable the Sub-Funds to meet their redemption obligations to their investors.

Investors' attention is drawn to the fact that if it invests in other target investment funds, additional fees may be charged because fees applicable to those target investment funds may be added to the usual fees applicable to the Sub-Funds.

Objective and Investment Policy of NN (L) First Class Multi Asset:

The Receiving Sub-Fund aims to deliver attractive returns under all market circumstances by investing in assets classes as defined in the prospectus. At all times the sub-fund will mainly invest in a combination of investment grade debt, cash equivalent, and short term debt. The Sub-Fund may also invest, on an ancillary basis, in other asset classes as defined below (with maximum 20% of the sub-fund's net assets in Asset-Backed and mortgage backed securities).

Eligible investments

The Sub-Fund may invest in transferable securities (including warrants on transferable securities up to a maximum of 10% of the Sub-Fund's net assets), bonds, equities, money market instruments, 144A securities, units of UCITS and other UCIs and deposits, as described in the full prospectus in Part III, Chapter III "Investment Restrictions", Section A "Eligible investments". Investments in asset-back securities will however be limited to 20% and investments in UCITS and UCIs may not exceed a total of 10% of the net assets.

Where the Sub-Fund invests in warrants on transferable securities, the Net Asset Value may fluctuate more than if the Sub-Fund were invested in the underlying assets because of the higher volatility of the value of the warrant.

The Sub-Fund may be exposed to various exchange risks linked to investments in securities denominated in currencies other than that of the Sub-Fund or in derivative instruments with underlying exchange rates or currencies.

With a view to achieving the investment objectives, the Sub-Fund may also use derivative financial instruments including, but not limited to, the following:

- options and futures on transferable securities or money market instruments
- index futures and options
- interest rate swaps, futures and options
- performance swaps
- credit default swaps
- forward currency contracts and currency options.

The risks linked to this use of derivative financial instruments for purposes other than hedging are described in the full prospectus in Part III, Chapter II “Risks linked to the investment universe: detailed description”.

The table below is a comparison of keys features of the merging sub-funds:

	Contributing Sub-Funds	Receiving Sub-Fund
Reference Currency	EUR	EUR
Subscription Charge	Class A: Maximum 5% Class I: Maximum 5%	Class I: Maximum 2% Class P: Maximum 3%
Redemption Charge	Nil	Nil
Conversion Charge	Nil	Class I: Nil Class P: 3% in Belgium and 1% elsewhere
Management Fee	Class A: Maximum 1% Class I: Maximum 1%	Class I: Maximum 0.60% Class P: Maximum 1%
Ongoing Charges	Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5: Class A CAP EUR: 1.62% Class A CAP USD (Hedged): 1.56% Class I CAP EUR: 1.61% Class I CAP USD (Hedged): 1.61%	Class I CAP EUR: 0.81 % Class I CAP USD (Hedged): 0.76% Class P CAP EUR: 1.35% Class P CAP USD: (Hedged): 1.30%
Fixed Service Fee	Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10: Class A CAP EUR: 1.74% Class A CAP USD (Hedged): 1.75% Class I CAP EUR: 1.71 % Class I CAP USD (Hedged): inactive	Class I: 0.15% Class P: 0.25%
Performance Fee	Class A: 10% Class I: 10% 10% of the outperformance.	Nil
Minimum Investment Amount	The hurdle rates are the US 3-month treasury bill for shares denominated in USD and the German 3-month treasury bill for shares denominated in EUR.	Class I: EUR 250,000, which may be spread over all the ING (L) sub-funds Class P: Nil
Minimum Holding Amount	Class A: Nil Class I: 250,000	Class I: EUR 250,000, which may be spread over all the ING (L) sub-funds Class P: Nil
Management Company	Class A: Nil Class I: 250,000	Class I: EUR 250,000, which may be spread over all the ING (L) sub-funds Class P: Nil
Investment Manager	NN Investment Partners Luxembourg S.A.	NN Investment Partners Luxembourg S.A.
Central Administration	NNIP Asset Management B.V	NNIP Asset Management B.V
	NN Investment Partners Luxembourg S.A.	NN Investment Partners Luxembourg S.A.

Custodian	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.
Auditor	Ernst & Young S.A.	Ernst & Young S.A.

Shareholders of the Contributing Sub-Funds should note that there may be a possible dilution in performance caused by the merger.

Additionally, shareholders of the Contributing Sub-Funds/Share-Classes should note that the financial year and the date of the ordinary general meeting of NN (L), the absorbing Fund differ from the financial year and the date of the ordinary general meeting of the Company. The date of the ordinary general meeting financial year of the absorbing Fund is the fourth Thursday of January at 14:00 CET and its financial year is from 1st October to 30 September of the following year.

The annual and semi-annual reports including the Receiving Sub-Fund are available to shareholders, respectively four months and two months after the end of the preceding financial period, respectively, on www.nnip.com website or at the registered office of the Company. Copies of the auditor's merger report and of the depository's statement, can be obtained free of charge upon request.

The "Key Investor Information Documents" for the share classes of the Receiving Sub-Fund are available on www.nnip.com website or at the registered office of the Company.

Shareholders are encouraged to seek advice of a tax expert in their respective countries regarding the potential taxation impact resulting from the Merger.

The issue of Shares in the Contributing Sub-Funds will be suspended with effect as of 12 May, 2015. Accordingly, subscription and conversion applications in the Contributing Sub-Funds can be submitted up to the last cut-off at 3.30 p.m. Luxembourg time on 1 May, 2015.

Shareholders will be able to redeem their shares free of charges in the Contributing Sub-Funds until 12 May, 2015, i.e. redemption applications can be submitted up to the last cut-off at 3.30 p.m. Luxembourg time on 1 May 2015. Any redemption applications in the Contributing Sub-Funds received after 3.30 p.m. Luxembourg time on 1 May 2015 will not be processed and any such redemption requests should be submitted to the Receiving Sub-Fund on or after 20 May 2015.

The Meeting will validly deliberate on the agenda only if at least 50% of the issued share capital of the Company is present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened on/or around 30 June 2015. The second Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case shareholders cannot attend the Meeting, they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of NN Investment Partners Luxembourg S.A., at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, not later than 18 May 2015 at 05.00 p.m. Luxembourg time by fax (fax number: (+352) 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015053370/755/203.

II PM Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 659, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 143.539.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 19 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue en date du 19 juin 2014 que:

Le mandat du réviseur d'entreprises venant à échéance, l'Assemblée a décidé d'appeler aux fonctions de réviseur d'entreprises et de réélire la personne suivante:

- La société de droit luxembourgeois ERNST & YOUNG, établie et ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH, 7, Parc s'Activité Sydrall, et immatriculée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 47771.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.03.2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015046475/18.

(150053192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Pyramus S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 44.769.999,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 137.398.

—
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Magnus Mattsson a démissionné de son mandat de Gérant de Classe B de la Société avec effet au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015046603/13.

(150052900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Storm Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 173.699.

—
The board of directors herewith invites shareholders, in accordance with the Company's Articles of Association (the "Articles"), to the

2nd EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on 27th May 2015 at 14:00 a.m. CET, at the offices of Oppenheim Asset Management Services S.à r.l. in Luxembourg.

Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Amendments of Articles of the Company

A. FORMALITIES

The term "Custodian" was replaced by the term "Depositary"

B. In Title II - SHARE CAPITAL - SHARES - NET ASSET VALUE

Art. 11. - Calculation of the Net Asset Value per Share

- sub-para 1 has to be read as follows

"The Net Asset Value per Share of each Class and/or Sub-Fund shall be calculated by the Central Administrative Agent under the ultimate responsibility of the Board of Directors and the AIFM upon the frequency set forth in the Appendices and at least once a year (each a "Valuation Day") in accordance with Luxembourg law and Luxembourg General Accepted Accounting Principles (Lux GAAP)."

- In Article 11, the section titled "The value of such assets shall be determined as follows" was changed as follows: No (1) has to be read as follows:

"The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board in cooperation with the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof."

No (3) has to be read as follows:

"If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market, or in the case of securities so traded or admitted the last available settlement price or the last available closing price of which does not reflect their true value, the Board in cooperation with the AIFM is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith."

No (4) has to be read as follows:

"The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors and the AIFM, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the SICAV; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors and the AIFM may deem fair and reasonable;"

No (5) has to be read as follows:

“Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors and the AIFM;”

No (8) has to be read as follows:

“All other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board of Directors and the AIFM or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors and the AIFM. Money market instruments held by the SICAV will be valued using an amortised cost method for all investments with a known short-term maturity date. This involves valuing an investment at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the investments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortised cost, is higher or lower than the price the relevant Fund would receive if it sold the investment. The Board of Directors and the AIFM will continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that the SICAV's investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Board of Directors and the AIFM. If the Board of Directors and the AIFM believe that a deviation from the amortised cost method may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the Board of Directors in cooperation with the AIFM shall take such corrective action, if any, as it deems appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.”

- The sub para that follows No (8) has to be read as follows:

“The Board of Directors, in cooperation with the AIFM, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the SICAV and/or its Sub-Funds in compliance with Luxembourg laws. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the SICAV and the AIFM for the purpose of the Net Asset Value calculation.”

Art. 12. - Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of the Issue, the Redemption and the Conversion of Shares

- Sub para 2 1st sentence has to be read as follows:

“The Company in cooperation with the AIFM may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and/or Class and the issue, redemption and conversion of its Shares to and from its Shareholders in the following cases: ...”

Art. 19. - Alternative Investment Fund Manager

Article 19 was added and has to be read as follows:

“The Board appoints an external AIFM within the meaning of the 2013 Law.

The AIFM may delegate certain administrative, distribution and investment management functions to specialised service providers in consideration of the provisions of the 2013 Law.”

Art. 20. - Investment Manager and Investment Advisers

Article 20 has to be read as follows:

“With the consent of the Board of Directors the AIFM may appoint an Investment Manager to manage, under its overall control and responsibility, the securities portfolio of the various Sub-Funds of the Company.

With the consent of the Board of Directors, the AIFM may furthermore appoint an Investment Advisor with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management.

The powers and duties of the Investment Manager and the Investment Advisor as well as their remuneration will be described in an investment management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the AIFM and the Investment Manager and/or Investment Advisor (as the case may be).”

Art. 21. - Conflict of Interest

“Any kind of conflict of interest is to be fully disclosed to the Board of Directors. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

The Directors of the Company, the directors of the AIFM, the Directors of the Investment Manager and any affiliate thereof, its members and staff may engage in various business activities other than the Company's, the AIFM's and/or the Investment Manager's business, including providing consulting and other services (including, without limitation, serving as director) to a variety of partnerships, corporations and other entities, not excluding those in which the Company invests. However, the Directors of the Company, the directors of the AIFM, the directors of the Investment Manager and its members will devote the time and effort necessary and appropriate to the business of the Company. The Directors of the Company, the directors of the AIFM, the directors of the Investment Manager and any affiliate thereof, its members and staff may also invest and trade for their own accounts. Because the Directors of the Company, the directors of the AIFM and the directors of the Investment Manager, the members

and affiliates of the Investment Manager can have other accounts managed by them, the interests of the Company and other accounts, in the selection, negotiation and administration of investments, may conflict. Although it is aimed to avoid such conflicts of interest, the Directors, the AIFM, the Investment Manager and its members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm, including the AIFM, shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, including the AIFM, shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the company.

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.”

Art. 23. - Auditors

The 2nd sentence shall be read as follows:

“The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law and the 2013 Law.”

C. In Title V - FINAL PROVISIONS

Art. 29. - Depositary

Sub para 2 shall be read as follows:

“The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law.”

Sub para 3 shall be read as follows:

“Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in the 2013 Law, the Depositary may discharge itself of liability, provided the conditions of such discharge as set out in the 2013 Law are fulfilled.”

Quorum and Majority

Resolutions on the agenda of the extraordinary general meeting of Shareholders will require a quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding. Should the quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding not be met at the extraordinary general meeting of Shareholders, a second meeting, which will validly deliberate irrespective of the number of shares represented, will be reconvened in due course with the same agenda.

The changes will only enter into force, and the documents, notably the Prospectus, will be available, only if all the resolutions have been validly taken, either at the initial extraordinary general meeting or the second extraordinary general meeting of Shareholders.

Representation of the Shareholders:

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you do not wish to attend the Extraordinary General Meeting of Shareholders would you please sign the special proxy form and return it to us until the 25th May 2015. Otherwise, the votes will not be taken into account by the company. Please fax the forms beforehand to (00352) 22 15 22 - 500 or send it by e-mail: d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu.

By order of the Board,

Board of Directors.

Référence de publication: 2015057165/755/153.

VDC Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.685.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 mars 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015046719/11.

(150053410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

3A Alternative Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 88.843.

NOTICE OF MEETING OF ANNUAL AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

Notice is hereby given to the Shareholders of 3A ALTERNATIVE FUNDS (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

(the "Annual Meeting") which will be held at its registered office set above at 2.00 p.m. on Monday 18 May 2015, or at any adjournment thereof, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Alternative Investment Fund Manager for the accounting year ended 31 December 2014
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended 31 December 2014
3. Approval of the Audited Annual Report for the accounting year ended 31 December 2014
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended 31 December 2014
5. Election of Monsieur Alexandre Pierron as Director, to serve as such until the Annual General Meeting to approve the Audited Annual Report for the accounting year ending on 31 December 2015
6. Re-election of Messrs Massimo Paolo Gentili, Xavier Guillon, Jean Keller and Jérôme Wigny as Directors, to serve as such until the Annual General Meeting to approve the Audited Annual Report for the accounting year ending on 31 December 2015
7. Re-election of PricewaterhouseCoopers, Société coopérative as Auditor of the Company until the Annual General Meeting to approve the Audited Annual Report for the accounting year ending on 31 December 2015
8. Allocation of the results for the accounting year ended 31 December 2014
9. Approval of Directors' fees
10. Consideration of such other business as may properly come before the meeting

Notice is also hereby given to the Shareholders of the Company that the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Extraordinary Meeting") which will follow the Annual Meeting on 18 May 2015, or any adjournment thereof, at 3.45 p.m. to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of the name of the Company from "3A ALTERNATIVE FUNDS" into "OYSTER ALTERNATIVE"
2. General restatement of the articles of Incorporation of the Company to (i) bring the Articles in line with the requirements of the 2013 Law, (ii) proceed with a replacement throughout the Articles of the reference to the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, and (iii) to proceed with a general update of the Articles in order for them to reflect the currently admitted standards.

Voting

General Meeting: No quorum will be required in relation to the Annual Meeting and the resolutions will be adopted if approved by a majority of the votes cast.

Extraordinary Meeting: A quorum of 50% of the outstanding shares of the Company at the date of the Extraordinary Meeting will be required and the resolutions will be adopted if approved by a two thirds majority of the votes cast.

Voting Arrangements

Shareholders may vote in person or by proxy who need not be another shareholder in the Company. Proxy Cards can be obtained from the registered office of the Company. To be valid, a Proxy Card must be deposited at the registered office of 3A ALTERNATIVE FUNDS at HSBC Bank plc, Luxembourg branch, Attention: Registration Team, 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, Fax No: (352) 27025 380 no later than 15 May 2015.

A copy of the Audited Annual Report for the accounting year ended 31 December 2014, the draft prospectus and consolidated Articles, including among others the changes described above are available free of charge at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Rigond Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 146.558.

—
En date du 22 mars 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Nazem Fawwaz Nazem Al Kudsi de son poste de gérant de classe A avec effet au 13 mars 2015;
- Election de Nada Najem Aldeen Abdulla Hamoudi, née le 17 décembre 1967 à Baghdad, Irak, et résidant professionnellement au 1506, Al Siri Tower, Hamdan Street, étage 15, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis au poste gérant de classe A avec effet au 13 mars 2015, et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2015047329/17.

(150054184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 45.631.

—
Gemäß Art. 22 ff. der Satzung ergeht hiermit die Einladung zur

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 28. Mai 2015 um 14:30 Uhr am Gesellschaftssitz in der 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung :

I. Änderungen der Satzung

Insbesondere werden die folgenden relevanten Änderungen der Satzung vorgenommen. Die vollständige Neufassung der Satzung ist am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

1. Formalia:

Die Referenzen zum Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie Rechtschreibung werden aktualisiert.

2. Artikel 4, Abs. 2 wird um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt neu gefasst:

„Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne und im Rahmen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 und des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds („Gesetz vom 12. Juli 2013“) alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte durchführen, die sie im Rahmen der Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes für angebracht erachtet.“

3. In Artikel 11 Abschnitt II (Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten) wird Unterabsatz 6 Satz 2 um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt neu gefasst:

„Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an den alternativen Investmentfonds Manager („AIFM“), den Investment Manager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie...“

4. Artikel 17 werden Satz 2 und Satz 3 um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt gefasst:

„Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen. Der Verwaltungsrat ernennt einen externen AIFM im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013. Der AIFM ist berechtigt, die Erfüllung seiner Aufgaben an Dritte zu übertragen, solange diese Übertragung den Voraussetzungen des Gesetzes vom 12. Juli 2013 entsprechen.“

5. Artikel 18 Abs. 8 wird um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt neu gefasst:

„Die Gesellschaft kann zudem (i) Derivate, Techniken und Instrumente in Bezug auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige zulässige Vermögenswerte verwenden, insofern dies zu einer effizienten Verwaltung des Portfolios geschieht und (ii) Derivate, Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu Absicherungszwecken nutzen.“

6. Artikel 27 wird wie folgt geändert:

„In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft zusammen mit dem AIFM einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor („Depotbank“) abschließen.“

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 12. Juli 2013 vorgesehen ist.

Wenn laut den Rechtsbestimmungen eines Drittstaates vorgeschrieben ist, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer ortsansässigen Einrichtung verwahrt werden müssen und es keine ortsansässige Einrichtung gibt, die den Anforderungen des Gesetzes von 2013 genügen, kann die Depotbank sich von ihrer gesetzlichen Verantwortung befreien, sofern die im Gesetz von 2013 aufgeführten weiteren Bedingungen für eine solche Befreiung gegeben sind. Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden.“

7. Artikel 31 wird wie folgt geändert:

„Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, das Gesetz vom 17. Dezember 2010 und das Gesetz vom 12. Juli 2013 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

II. Verschiedenes

Telegramm und Telex werden als Kommunikationsmittel gestrichen.

Beschlüsse der außerordentlichen Generalversammlung in Bezug auf die Satzungsänderung werden mit Zweidrittel-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst, sofern mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist. Sofern das erforderliche Quorum zur ordnungsgemäßen Einberufung der Generalversammlung nicht erreicht werden konnte, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung nach den in Luxemburg anwendbaren Vorschriften einberufen, wobei diese dann ohne die Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Tagesordnung mit einer Zweidrittel-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre abstimmen kann.

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 3 Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, daß die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden.

Die Neufassung der Satzung der Gesellschaft ist ab sofort bei der Gesellschaft, der Depotbank sowie den Zahlstellen kostenlos erhältlich.

Bitte übermitteln Sie uns die Vollmacht vorab per Telefax-Nr. (00352) 22 15 22 - 500 oder Email: d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015057162/755/72.

Air Newco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 194.917.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 17 mars 2015

En date du 17 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Antonella GRAZIANO, née le 20 janvier 1966 à Orvieto, Italie, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Adrian Robert ALONSO, gérant de catégorie A
- Monsieur Maneet Singh SAROYA, gérant de catégorie A
- Monsieur Olivier HAMOU, gérant de catégorie B
- Madame Laetitia ANTOINE, gérant de catégorie B
- Madame Antonella GRAZIANO, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Air Newco 3 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015043323/23.

(150050021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2015.

Timbercreek Real Estate Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 144.640.

The board of directors herewith invites shareholders, in accordance with the Company's Articles of Association (the "Articles"), to the

2nd EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on *28 May 2015* at 2:30 p.m. CET, at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg. Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Amendments of Articles of the Company

A. In Title II - SHARE CAPITAL - SHARES - NET ASSET VALUE

Art. 11.- Calculation of the Net Asset Value per Share:

a) sub-para 1 has to be read as follows

"The Net Asset Value per Share of each Class, Category and/or Sub-Fund shall be calculated by the Central Administrative Agent under the responsibility of the Board of Directors and the AIFM upon the frequency set forth in article 12 of these Articles of Incorporation and the Offering document and at least once a year (each a "Valuation Day") in accordance with Luxembourg law and the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Lux GAAP)."

b) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. b) 1st sentence and 5th sentence have to be read as follows

1st sentence "Securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the AIFM in cooperation with the Board of Directors."

5th sentence "In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available Net Asset Value of such shares or units issued by such Investment Structures, the valuation of the shares or units issued by such Investment Structures may be estimated with prudence and in good faith by the AIFM in cooperation with the Board to take into account this evaluation event."

c) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. d) has to be read as follows

"The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the AIFM and the board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the AIFM and the Board of Directors may deem fair and reasonable;"

d) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. e) has to be read as follows

"Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the AIFM and the Board of Directors;"

e) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. g) has to be read as follows

"Real estate or rights equivalent to real estate property, held directly or indirectly by the Fund will be valued at fair market value at least once per year according to international standards being performed by an independent expert. The hence determined annual value as monitored by the independent expert can be taken up to the next monitored valuation determination within one year. There exists the possibility to perform single valuations within the financial year as instructed by the AIFM and the Board of Directors in order to confirm the market value of a specific real estate or right equivalent to real estate property. Additionally, in case of sale or purchase of real estate or of the right equivalent to real estate property by or from the Fund there will be a value determination performed by two independent experts."

f) In section The value of such assets shall be determined as follows, the last sub para has to be read as follows

"The AIFM in close cooperation with the Board of Directors, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the

Company and/or its Sub-Funds in compliance with Luxembourg law and Lux GAAP. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the Company and the AIFM for the purpose of the Net Asset Value calculation.”

Art. 12. - Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of the Issue, the Redemption and the Conversion of Shares

a) sub-para 2 has to be read as follows

“The Company with the agreement of the AIFM may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund, Class and/or Category and the issue, redemption and conversion of its Shares to and from its Shareholders in the following cases: ...”

B. In the Title III - ADMINISTRATION AND SUPERVISION

Art. 19. - Alternative Investment Fund Managers

The Article was added and has to be read as follows:

“The Board appoints an external AIFM within the meaning of the 2013 Law.

The AIFM may delegate certain administrative, distribution and investment management functions to specialised service providers in consideration of the provisions of the 2013 Law.”

Art. 20. - Investment Manager and Investment Advisers

The Article has to be read as follows:

“The AIFM in cooperation with the Company may appoint an Investment Manager to manage, under its overall control and responsibility, the securities portfolio of the various Sub-Funds of the Company.

The AIFM in cooperation with the Company may furthermore appoint an investment advisor with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management.

The powers and duties of the Investment Manager and the investment advisor as well as their remuneration will be described in an investment management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the AIFM and the Investment Manager and/or investment advisor (as the case may be).”

Art. 23. - Auditors

Sub para 2 has to be read as follows:

“The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law and the 2013 Law.”

C. In the Title V - FINAL PROVISIONS

Art. 29. - Depositary

The Article has to be read as follows:

“To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in the 2013 Law, the Depositary may discharge itself of liability, provided the conditions of such discharge as set out in the 2013 Law are fulfilled.”

Art. 33. - Transitory Dispositions

The Article was erased.

2. Miscellaneous

- The term “Custodian” was replaced by the term “Depositary”
- The term “Prospectus” was replaced by the term “Offering document”
- Spelling corrections

Quorum and Majority

Resolutions on the agenda of the extraordinary general meeting of Shareholders will require a quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding. Should the quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding not be met at the extraordinary general meeting of Shareholders, a second meeting, which will validly deliberate irrespective of the number of shares represented, will be reconvened in due course with the same agenda.

The changes will only enter into force, and the documents, notably the Prospectus, will be available, only if all the resolutions have been validly taken, either at the initial extraordinary general meeting or the second extraordinary general meeting of Shareholders.

Representation of the Shareholders:

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you do not wish to attend the Extraordinary General Meeting of Shareholders would you please sign the special proxy form and return it to us until the 26 May 2015. Otherwise, the votes will not be taken into account by the company. Please fax the forms beforehand to (00352) 22 15 22 - 500 or send it by e-mail: d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu.

By order of the Board,

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015057166/755/118.

Reload Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 192.363.

In the year two thousand and fifteen on the thirteenth day of March.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Cavendish-Peakside CEE Holding S.à. r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 192313,

- Mr. Tomas JOKL, born on 25 September 1974, residing at Terronská 742/55, Bubenee, 160 00 Praha 6, Czech Republic,

both here represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, having his professional address at 10 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two (2) proxies given on March 13, 2015.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing persons, represented as mentioned above, are the shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Reload Master S.a. r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 192363, established pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated November 14, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of December 19, 2014, number 3943, and whose articles have not been amended since then.

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each (the Existing Shares).

III. The Existing Shares are currently held as follows:

- twelve thousand three hundred thirty (12.330) shares by Cavendish-Peakside CEE Holding S.a. r.l., prenamed; and
- one hundred seventy (170) shares by Mr. Tomas Jokl, prenamed.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. Creation of class A shares and class B shares;
2. Conversion of the twelve thousand three hundred thirty (12.330) Existing Shares held by Cavendish-Peakside CEE Holding S.à. r.l., prenamed into twelve thousand three hundred thirty (12.330) class A shares and one hundred seventy (170) Existing Shares held by Mr. Tomas Jokl, prenamed into one hundred seventy (170) class B shares;
3. Subsequent amendment of article 5, first paragraph of the articles of association of the Company;
4. Insertion of new articles 9 and 10 in the article of association of the Company;
5. Insertion of a new article 17 in the article of association of the Company;
6. Change the numbering of the articles of association of the Company accordingly.
7. Amendment of articles 20 and 21 of the article of association of the Company.

V. The shareholders, after deliberation, unanimously take the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to create class A shares and class B shares.

Second resolution

The shareholders resolve to convert the twelve thousand three hundred thirty (12.330) Existing Shares held by Cavendish-Peakside CEE Holding S.a. r.l., prenamed, into twelve thousand three hundred thirty (12.330) class A shares and one hundred seventy (170) Existing Shares held by Mr. Tomas Jokl, prenamed, into one hundred seventy (170) class B shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each and an aggregate value of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-).

Third resolution

Following the above, the shareholders resolve to amend article 5, first paragraph of the Company's articles of association to give it henceforth the following content:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) represented by:
 - twelve thousand three hundred thirty (12.330) class A shares (the Class A Shares); and
 - one hundred seventy (170) class B shares (the Class B Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.”

Fourth resolution

The shareholders resolve to insert new articles 9 and 10 into the article of association of the Company and to give them the following content:

“ **Art. 9.** In case the holder of the Class A Shares intends to sell and transfer 50 % or more of the shares it holds in the share capital of the Company to a third party, the holder of the Class A Shares shall be entitled to require from the holder of Class B Shares to sell and transfer the shares it holds in the Company by option of the holder of the Class A Shares on a pro rata basis or in full to the same third party (or another party designated by the respective third party or the holder of the Class A Shares) (the Buyer) on the same terms and conditions as agreed between the holder of the Class A Shares and the Buyer (the Drag-Along-Right). If the purchase price for the Class B Shares is lower than the value of the Class B Shares determined by an independent expert appointed collectively by the shareholders of the Company subject to any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the Company's shareholders (the Exit Price), the holder of Class B Shares shall be entitled to receive the difference between the purchase price and the Exit Price for the Class B Shares from the holder of Class A Shares plus any accrued but unpaid portion of any payments or distribution allocated to the holder of Class B Shares according to clause 17.3 and 17.4 (the Promote).

The shareholders of the Company shall cooperate in good faith to achieve an efficient transaction structure when exercising the Drag-Along-Right.

Art. 10. In case the holder of the Class A Shares intends to sell and transfer 50 % or more of the shares it holds in the share capital of the Company to a third party and does not exercise the Drag-Along-Right, the holder of Class B shares shall be entitled to require from the holder of the Class A Shares to sell and transfer all the Class B Shares to the Buyer on the same terms and conditions as agreed between the holder of the Class A Shares and the Buyer (the Tag-Along-Right). In case of exercising the Tag-Along-Right, any accrued but unpaid Promote shall forfeit.

The shareholders of the Company shall cooperate in good faith to achieve an efficient transaction structure when exercising the Tag-Along-Right.”

Fifth resolution

The shareholders resolve to insert a new article 17 and to give it henceforth the following content:

“ **Art. 17.** Any distribution to be made by the Company (being by virtue of return of capital, dividend distribution or by virtue of the Company's liquidation) out of the distributable cash received by and available to the Company in the respective financial year from operating activities, less any disbursements by the Company for costs, interest payments and capital expenditures (the Free Cash Flow), subject always to the provisions of the Law, shall be made to the shareholders pro rata in proportion to their respective shareholding in the Company unless article 17 expressly provides for another allocation of the payments and in the following order of priority until exhaustion of the distributable sums and as soon as reasonably practicable:

17.1 firstly, and in the following priority, any such amount required to repay any principal outstanding under any loan made by the holder of Class A Shares or Class B Shares to the Company to eliminate any shortfall of the Company;

17.2 secondly, any principal outstanding under any other loan granted by the holder of Class A Shares or Class B Shares to the Company which is due for repayment;

17.3 thirdly, to all shareholders of the Company pro rata of the respective shareholding in the Company, such amount required until the holder of Class A Shares has received a total amount which would constitute an internal return rate of fifteen percent (15 %) on the capital contributions made by the holder of Class A Shares;

17.4 fourthly, following the payments above, fifteen percent (15 %) of all then Free Cash Flow to the holder of Class B Shares and the remainder to the holder of Class A Shares.

The funds to be paid under the Promote, if any, shall be assessed twice a year by the holder of Class A Shares on 30 June and by the end of the calendar year. The Company shall pay the Promote to the holder of Class B Shares within forty-five (45) business days from such date on.

Immediately following the distribution of the Free Cash Flow to the shareholders of the Company in accordance with clauses 17.1 through 17.4, the holder of Class A Shares shall measure its internal return rate on its capital contributions (composed of the share capital, the shareholder loans and special equity reserve account contributed/paid by the holder of Class A Shares to the Company); the holder of Class A Shares may do so also on an ongoing basis. In case the holder of Class A Shares' return for the preceding financial year does not constitute an internal return rate of fifteen percent (15%) on the capital contributions made by the holder of Class A Shares, then the holder of Class B Shares shall, on demand by the holder of Class A Shares, return to the holder of Class A Shares the payment or distributions allocated to the holder of Class B Shares according to the clauses 17.3 and 17.4 up to the amount that is required to constitute an internal return rate of fifteen percent (15%) on the capital contributions (as described above) made by the holder of Class

A Shares (the Clawback). For the avoidance of doubt, the Clawback shall not exceed the total amount of all distributions made to the holder of Class B Shares in accordance with clauses 17.3 and 17.4."

Sixth resolution

Following the above, the shareholders resolve to change the numbering of the articles of association of the Company from article 9 to article 22.

Seventh resolution

The shareholders resolve to amend articles 20 and 21 of the article of association of the Company and to give them henceforth the following content:

“ **Art. 20.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

Art. 21. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.”

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be as a result of the present resolutions are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500,-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the persons appearing, who is known to the notary by his name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treizième jour du mois de mars.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Cavendish-Peakside CEE Holding S.à. r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 192313;

2. Monsieur Tomas JOKL, né le 25 septembre 1974, ayant son adresse personnelle au Terronská 742/55, Bubeneč, 160 00 Praha 6, République Tchèque;

ici représentés par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle au 10 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé le 13 mars 2015.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des personnes comparantes et le notaire instrumentaire, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Les personnes comparantes sont les associés de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Reload Master S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192363, constituée par acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3943 en date du 19 décembre 2014, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant toutes une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les Parts Sociales Existantes).

III. Les Parts Sociales Existantes sont actuellement détenues comme suit:

- douze mille trois cent trente (12.330) parts sociales par Cavendish-Peakside CEE Holding S.à r.l., prénommée, et
- cent soixante-dix (170) parts sociales par M. Tomas Jokl, prénommé.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Création des parts sociales de classe A et des parts sociales de classe B;
2. Conversion des douze mille trois cent trente (12.330) Parts Sociales Existantes détenues par Cavendish-Peakside CEE Holding S.à r.l., prénommée, en douze mille trois cent trente (12.330) parts sociales de classe A et des cent soixante-dix (170) Parts Sociales Existantes détenues par M. Tomas Jokl, prénommé, en cent soixante-dix (170) parts sociales de classe B;
3. Modification subséquente de l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société;
4. Insertion de nouveaux articles 9 et 10 dans les statuts de la Société;
5. Insertion d'un nouvel article 17 dans les statuts de la Société;
6. Changement de la numérotation des articles des statuts de la Société en conséquence;
7. Modification des articles 20 et 21 des statuts de la Société.

V. Les associés, après avoir délibéré, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de créer des parts sociales de classe A et des parts sociales de classe B.

Seconde résolution

Les associés décident de convertir les douze mille trois cent trente (12.330) Parts Sociales Existantes détenues par Cavendish-Peakside CEE Holding S.à r.l., prénommée, en douze mille trois cent trente (12.330) parts sociales de classe A et les cent soixante-dix (170) Parts Sociales Existantes détenues par M. Tomas Jokl, prénommé, en cent soixante-dix (170) parts sociales de classe B.

Troisième résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, les associés décident de modifier l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par:
 - douze mille trois cent trente (12.330) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A); et
 - cent soixante-dix (170) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), ayant toutes une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Quatrième résolution

Les associés décident d'insérer de nouveaux articles 9 et 10 dans les statuts de la Société et de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 9.** Dans le cas où le titulaire des Parts Sociales de Classe A a l'intention de vendre et de transférer 50% ou plus des parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société à un tiers, le titulaire des Parts Sociales de Classe A a le droit d'exiger de la part du détenteur des Parts Sociales de Classe B de vendre et de transférer les parts sociales qu'il détient dans la Société sur option du titulaire des Parts Sociales de Classe A, sur une base proportionnelle ou en totalité, à la même tierce partie (ou une autre personne désignée cette tierce personne ou par le titulaire des Parts Sociales de Classe A) (l'Acheteur) selon les mêmes termes et conditions que ceux convenus entre le titulaire des Parts Sociales de Classe A et l'Acheteur (le Droit de Cession Forcée). Si le prix d'achat des Parts Sociales de Classe B est inférieure à la valeur des Parts Sociales de Classe B déterminée par un expert indépendant nommé collectivement par les associés de la Société, sous réserve de tout pacte d'associés qui serait en vigueur entre les associés de la Société le cas échéant, (le Prix de Cession) le détenteur des Parts Sociales de Classe B doit être autorisé à recevoir la différence entre le prix d'achat et le Prix de Cession de la part du détenteur des Parts Sociales de Classe A pour ses Parts Sociales de Classe B ensemble avec tous les paiements ou distributions échus mais non payés, alloués au détenteur de Parts Sociales de Classe B en conformité avec les articles 17.3 et 17.4 (le Promote).

Les associés de la Société doivent coopérer de bonne foi pour mettre en oeuvre une structure efficace dans le cadre de l'exercice du Droit de Cession Forcée.

Art. 10. Dans le cas où le titulaire des Parts Sociales de Classe A a l'intention de vendre et de transférer 50% ou plus des parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société à un tiers et qu'il n'exerce pas le Droit de Cession Forcée, le titulaire des Parts Sociales de Classe B a le droit d'exiger du titulaire des Parts Sociales de Classe A de vendre et de transférer toutes les Parts Sociales de Classe B à l'Acheteur dans les mêmes termes et conditions que ceux convenus entre le titulaire des Parts Sociales de Classe A et l'Acheteur (le Droit de Suite). En cas d'exercice du Droit de Suite, tout Promote échoué et non payé est perdu.

Les associés de la Société doivent coopérer de bonne foi pour mettre en oeuvre une structure efficace dans le cadre de l'exercice du Droit de Suite.»

Cinquième résolution

Les associés décident d'insérer un nouvel article 17 dans les statuts de la Société et de lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 17.** Toute distribution devant être effectuée par la Société (en vertu d'un remboursement de capital, de distribution de dividendes ou en vertu de la liquidation de la Société) des liquidités distribuables reçues par et disponibles pour la Société sur l'exercice financier de l'année et résultant des activités d'exploitation, déduction faite de tous décaissements par la Société sur les coûts, les paiements d'intérêts et les dépenses d'investissements (les Flux de Trésorerie), toujours sous réserve des dispositions de la Loi, doit être effectuée au bénéfice des associés au prorata et en proportion de leur participation respective dans la Société, sauf si l'article 17 prévoit expressément une autre répartition des paiements et dans l'ordre de priorité suivant jusqu'à épuisement des sommes distribuables et si cela est raisonnablement possible:

17.1 en premier lieu, selon l'ordre de priorité suivant, tout montant nécessaire pour rembourser le montant du principal impayé de tout prêt effectué par le titulaire de Parts Sociales de Classe A et de Classe B à la Société afin d'éliminer tout déficit de la Société;

17.2 en deuxième lieu, tout principal impayé de chaque prêt effectué par le titulaire de Parts Sociales de Classe A et de Classe B à la Société qui est dû pour repaiement;

17.3 en troisième lieu, à tous les associés de la Société au prorata de leur participation respective dans la Société, jusqu'à ce que le titulaire de Parts Sociales de Classe A ait reçu un montant total qui constituerait un taux de rendement interne de quinze pour cent (15%) sur les apports en capital effectués par le titulaire de Parts Sociales de Classe A;

17.3 quatrièmement, à la suite des paiements susmentionnés, quinze pour cent (15%) des Flux de Trésorerie restant, au détenteur de Parts Sociales de Classe B et le montant restant au détenteur de Parts Sociales de Classe A.

Les sommes devant être payées en vertu du Promote, le cas échéant, doivent être évaluées deux fois par an par le détenteur de Part Sociales de Classe A le 30 juin et à la fin de chaque année calendaire. La Société doit payer le Promote au détenteur des Parts Sociales de Classe B endéans les quarante-cinq (45) jours ouvrés suivant ces dates.

Immédiatement après la distribution des Flux de Trésoreries aux associés de la Société conformément aux articles 17.1 à 17.4, le titulaire de Parts Sociales de Catégorie A doit mesurer le taux de rendement interne de ses apports (composés du capital social, des prêts des associés et des contributions/paiements au compte de capital spécial fait par le détenteur des parts Sociales des Classe A à la Société); le détenteur de Parts Sociales de Classe A peut également le faire de façon continue. Si le rendement de l'exercice précédent du titulaire de Parts Sociales de Catégorie A ne constitue pas un taux de rendement interne de quinze pour cent (15%) sur les apports en capital effectués par le(s) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie A, alors le(s) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie B doit, à la demande du(des) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie A, retourner au(x) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie A le paiement ou les distributions alloué au(x) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie B en vertu des clauses 17.3 et 17.4 pour l'année financière précédente à hauteur du montant nécessaire pour constituer un taux de rendement interne de quinze pour cent (15%) sur les apports en capital (décrit ci-dessus) effectués par le(s) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie A (la Récupération). Par souci de clarté, la Récupération ne doit pas dépasser le montant total de toutes les distributions effectuées au(x) titulaire(s) de Parts Sociales de Catégorie B conformément aux clauses 17.3 et 17.4 sur toutes les années précédentes.»

Sixième résolution

Suite à ce qui précède, les associés décident de changer la numérotation des statuts de la Société.

Septième résolution

Les associés décident de modifier les articles 20 et 21 des statuts de la Société et de leur donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 20.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Art. 21. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille cinq cents Euro (EUR 1.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8138. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015046041/282.

(150052415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Fermat 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.829.281,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 168.721.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of March.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared the following:

Fermat 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirty million eight hundred twenty-two thousand two hundred thirty-nine US Dollars (USD 30,822,239.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 169330 (the "Sole Shareholder"),

represented by Mr Michael Mosser, jurist, professionally residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given in Munsbach on 17 March 2015 which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated before, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing party declares that it currently holds all the seventeen million two hundred seventy nine thousand two hundred eighty-one (17,279,281) shares of Fermat 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of seventeen million two hundred seventy nine thousand two hundred eighty-one US Dollars (USD 17,279,281.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168721, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on December 30th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1520 dated June 18th, 2012 (the "Company"). The Company's articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on January 28th, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 693 dated March 13rd 2015.

II. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To increase the Company's share capital with an amount of five hundred fifty thousand US Dollars (USD 550,000.-), in order to raise it from its current amount of seventeen million two hundred seventy nine thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 17,279,281.-), divided into seventeen million two hundred seventy nine thousand two hundred and eighty-one (17,279,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, to an amount of seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 17,829,281.-), divided into seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one (17,829,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-).

2. To issue five hundred fifty thousand (550,000) shares so as to raise the total number of shares to seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one (17,829,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, with a share premium of fifty four million four hundred fifty thousand US Dollars (USD

54,450,000.-), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

3. To subscribe five hundred fifty thousand (550,000) shares of the Company with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each with a share premium of fifty four million four hundred fifty thousand US Dollars (USD 54,450,000.-).

4. To amend article 6.1 of the articles of association of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1) to 3).

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to increase the Company's share capital with an amount of five hundred fifty thousand US Dollars (USD 550,000.-), in order to raise it from its current amount of seventeen million two hundred seventy nine thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 17,279,281.-) divided into seventeen million two hundred seventy nine thousand two hundred and eighty-one (17,279,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, to an amount of seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 17,829,281.-), divided into seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one (17,829,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-).

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to issue five hundred fifty thousand (550,000) shares so as to raise the total number of shares to seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one (17,829,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, with a share premium of fifty four million four hundred fifty thousand US Dollars (USD 54,450,000.-), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to accept the subscription of five hundred fifty thousand (550,000) shares of the Company with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, with a share premium of fifty four million four hundred fifty thousand US Dollars (USD 54,450,000.-), by the Sole Shareholder.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, now appeared Mr Michael Mosser, prenamed, acting in his capacity as duly authorised agent and attorney in fact of the Sole Shareholder.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of the Sole Shareholder, prenamed, to the increase of capital.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary.

The capital increase has been fully paid up by a contribution of cash (including the payment of the share premium) for a total amount of fifty five million US Dollars (USD 55,000,000.-).

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to amend article 6.1 of the articles of association of the Company which shall forthwith read as follows:

" **6.1. Subscribed share capital.** The issued share capital of the Company amounts to seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 17,829,281.-) represented by seventeen million eight hundred twenty-nine thousand two hundred and eighty-one (17, 829,281) shares of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up."

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately six thousand seven hundred Euro (EUR 6,700.-).

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the appearing party's proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-neuvième jour de mars.

Par devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Fermat 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de trente millions huit cent vingt-deux mille deux cent trente-neuf Dollars Américains (USD 30.822.239,-) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169330 (l'"Associé Unique"),

représentée par Monsieur Michael Mosser, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée à Munsbach le 17 mars 2015.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné devra être annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. La comparante déclare détenir l'intégralité des dix-sept millions deux cent soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.279.281) parts sociales de Fermat 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée incorporée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168721 et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1520 du 18 juin 2012 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 Janvier 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 693 du 13 mars 2015.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cent cinquante mille Dollars Américains (USD 550.000,-) pour le porter de son montant actuel de dix-sept millions deux cent soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 17.279.281,-) représenté par dix-sept millions deux cent soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.279.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, au montant de dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 17.829.281,-), représenté par dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.829.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune.

2. Emission de cinq cent cinquante mille (550.000) parts sociales afin d'élever le nombre total des parts sociales à dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.829.281) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, avec une prime d'émission de cinquante-quatre millions quatre cent cinquante mille Dollars Américains (USD 54.450.000,-), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir de la date d'une telle assemblée générale extraordinaire.

3. Acceptation de la souscription de cinq cent cinquante mille (550.000) parts sociales de la Société avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, avec une prime d'émission de cinquante-quatre millions quatre cent cinquante mille Dollars Américains (USD 54.450.000,-).

4. Modification de l'article 6.1 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1) à 3).

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent cinquante mille Dollars Américains (USD 550.000,-) pour le porter de son montant actuel de dix-sept millions deux cent soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 17.279.281,-) représenté par dix-sept millions deux cent soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.279.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, au montant de dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 17.829.281,-), représenté par dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.829.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'émettre cinq cent cinquante mille (550.000) parts sociales afin d'élever le nombre total des parts sociales à dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.829.281) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, avec une prime d'émission de cinquante-quatre millions

quatre cent cinquante mille Dollars Américains (USD 54.450.000,-), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir de la date d'une telle assemblée générale extraordinaire.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la souscription de cinq cent cinquante mille (550.000) parts sociales de la Société avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, avec une prime d'émission de cinquante-quatre millions quatre cent cinquante mille Dollars Américains (USD 54.450.000,-) par l'Associé Unique.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Paiement

Comparet ensuite aux présentes Monsieur Michael MOSSER, préqualifié, agissant en sa qualité de mandataire de l'Associé Unique, susmentionné, dûment autorisé.

La partie comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique l'augmentation de capital.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire soussigné.

L'augmentation de capital a été payée en intégralité au moyen d'un apport en numéraire (incluant le paiement de la prime d'émission) pour un montant total de cinquante-cinq millions de Dollars Américains (USD 55.000.000,-).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société qui est remplacé par le texte qui suit:

« **6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social émis est fixé à dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 17.829.281,-) représenté par dix-sept millions huit cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-une (17.829.281) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie contractante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Mosser, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8620. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045756/185.

(150052360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Mandarin Capital Partners II S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 178.903.

Les statuts coordonnés au 03/02/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/03/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015046551/13.

(150053274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Pharaoh Corporation S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 195.537.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty-sixth day of February

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

ABINGDON S.A., a public company with limited liability (Société anonyme) organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9B, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg (the "Company"), RCS Luxembourg B191.450, duly represented by Mr Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, residing in Ettelbruck (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on February 25, 2015.

The forenamed power of attorney given, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigning notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, in the capacity in which he acts, has requested the notary to record the following:

ABINGDON S.A. is the sole shareholder of PHARAOH CORPORATION N.V., a company established in the Netherlands Antilles, registered at the Chamber of Commerce in Curaçao with registration number 100.493 and having its registered office in Landhuis Joonchi Kaya Richard J. Beaujon z/n, P.O. Box 837, Willemstad Curaçao, Netherlands Antilles, hereinafter referred to as the «Company», incorporated under the Netherlands Antilles Laws pursuant to a deed executed before Maître Rudolf Johannes Anthony Palm, civil law notary, residing in Curaçao, on 20 April 1990

The sole shareholder ABINGDON S.A., holding all the 26.000 shares in the company, is duly represented at the present meeting which is duly constituted and may validly take the resolutions on the following agenda, without prior convening notice.

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Ratification of the shareholders' resolutions adopted on February 25, 2015, to approve, among others, the transfer of the registered office from Landhuis Joonchi Kaya Richard J. Beaujon z/n, P.O. Box 837, Willemstad Curaçao, Netherlands Antilles to L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri and to adopt the Luxembourg nationality.

2. To acknowledge the transfer of the registered office and of the administrative management seat of the Company from Curaçao to the Grand-Duchy of Luxembourg for strategic reasons and following changes in the legislation in Curaçao, without the Company being dissolved and with corporate continuance as of the date of the present deed.

3. Adoption of the patrimonial statement of the Company as at February 10, 2015 as the closing balance sheet of the operations of the company in the Netherlands Antilles and as the opening balance of the company in Luxembourg

4. To approve the valuation report of the Company as of February 18, 2015, issued by FIDEWA-CLAR S.A.

5. To adopt in Luxembourg the legal form of public company with limited liability (société anonyme).

6. Cancellation of the nominal value of each share and conversion of the corporate capital and bookkeeping currency from USD into EUR at the rate fixed by the Foreign Exchange Rates on February 18, 2015 at 1 USD= 0,8789 EUR, to EUR 22.851.-, represented by 26.000 shares without nominal value. Allocation of any difference resulting from an eventual variation of the currency rate to a positive or negative reserve, if needed.

7. Increase of the corporate capital of an amount of EUR 8.149.-, so as to raise it from its present amount of EUR 22.851,- to EUR 31.000.-, without issue of new shares, but by increase of the par value of each share, to be subscribed by the sole shareholder, by contribution in cash

8. Replacement of the 26.000 shares without nominal value by 31.000 shares with a nominal value of EUR 1.- each

9. To adopt the corporate name of "Pharaoh Corporation S.A."

10. Complete up-dating of the by-laws, in order to adapt them to the Luxembourg company law.

11. To fix the registered office of the Company at L-1724 Luxembourg, 9B, Boulevard du Prince Henri.

12. Resignation of United International Trust NV. from its mandate of director and discharge for the execution of its mandate

13. Appointment of the following persons as Directors of the Company until the annual general meeting of shareholders to be held in 2020:

Mr Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, residing at Ettelbruck.

Mr Jean-Hugues ANTOINE, accountant, with professional address at 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Mrs Carine REUTER-BONERT, employee, residing at Fennange.

14. Appointment for the same period of a statutory auditor, RAMLUX S.A., having its registered office in L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri. Its mandate will expire at the ordinary general meeting which will be held in 2020.

15. Miscellaneous.

After approval of the foregoing, the sole shareholder represented as stated above, has adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder approves and, ratifies the resolution taken by the Extraordinary General Meeting of Shareholders of PHARAOH CORPORATION N.V., at its meeting held in Curaçao on February 25, 2015, to transfer the registered office and the administrative management seat of the Company from Landhuis Joonchi Kaya Richard J. Beaujon z/n, P.O. Box 837, Willemstad Curaçao (Netherlands Antilles) to L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri, as from the date of the present deed and without discontinuance in its legal personality.

A copy of the said meeting, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

It is resolved to adopt the Luxembourg nationality and to submit the Company to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the present deed.

the Company, being an N.V., which is equivalent to an S.A., the sole shareholder resolves, for the purposes of the law dated 10th August, 1915 on commercial companies, as amended, to adopt the legal form of public company with limited liability (société anonyme).

Second resolution

The sole shareholder decides to adopt the patrimonial statement of the Company as at February 10, 2015 as the closing balance sheet of the operations of the company in the Netherlands Antilles and as the opening balance of the company in Luxembourg, the said balance sheet showing a net equity of USD 705.862,-

Said closing balance and opening balance, after having been signed ne varietur, by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution

The sole shareholder decides to adopt the auditor's report drawn up in view of the transfer of the Company and according to articles 26-1 and 32-1 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies by FIDEWA-CLAR, Réviseur d'entreprises, with address in Luxembourg, on February 18, 2015. Based on generally accepted accountancy principles, it appears from this report that, as of this date, the net asset value of the Company amounts to at least USD 705.862,-

The said report contains the following conclusion:

«Sans remettre en cause notre conclusion, nous attirons votre attention sur le fait qu'un montant minimal de EUR 8.149 devra être versé lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire devant statuer sur la transformation de PHARAOH CORPORATION S.A. pour atteindre le minimum de capital requis pour la constitution d'une société anonyme.

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention hormis le point énoncé ci-dessus, qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'actif net au 10 février 2015 de la société PHARAOH CORPORATION S.A. ne correspond pas au moins au capital minimum requis pour la constitution d'une société anonyme.»

Said report, after having been signed ne varietur, by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be filed at the same time with the registration authorities.

Fourth resolution

The sole shareholder decides to cancel the nominal value of each share.

According to the valuation report issued by the réviseur d'entreprises, the net value of the Company is USD 705.862 and the issued share capital of the Company currently amounts to USD 26.000,-

It is decided to convert the corporate capital and bookkeeping currency from USD into Euro at the exchange rate, fixed by the Foreign Exchange Rates on February 18, 2015 at USD 1 = 0,8789.- EUR, Based on this conversion, the capital of the Company is fixed at EUR 22.851, (twenty-two thousand eight hundred fifty-one Euro), represented by 26.000 (twenty-six thousand) shares without nominal value.

Fifth resolution

The sole shareholder decides to increase the corporate capital by an amount of EUR 8.149- (eight thousand one hundred forty-nine Euro), so as to raise it from its present amount of EUR 22.851,- (twenty-two thousand eight hundred fifty-one Euro) to EUR 31.000.- (thirty-one thousand Euro), without issue of new shares, but by increase of the par value of each share, to be subscribed by the sole shareholder, by contribution in cash.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon the sole shareholder, represented by Mr Fons MANGEN, pre-named, by virtue of the aforementioned proxy;

declared to subscribe to the capital increase and to have it fully paid up by payment in cash, so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of EUR 8.149,- (eight thousand one hundred forty-nine Euro), as it is certified to the undersigned notary.

Sixth resolution

The sole shareholder decides to fix a new nominal value of EUR 1,- (one Euro) per share and to replace the 26,000 shares without nominal value by 31,000 shares with a nominal value of EUR 1.- each.

Seventh resolution

It is further resolved that the Company adopts the corporate name of "Pharaoh Corporation S.A.".

Eighth resolution

The sole shareholder resolves to adapt the Articles of Association to Luxembourg Law and to the foregoing resolutions. The Articles of Association of the company are drafted in French language and have henceforth the following wording:

STATUTS

1. Nom.

1. Le nom ou dénomination de la Société est: «PHARAOH CORPORATION S.A.».

2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2. Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil d'administration. Le siège social pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des actionnaires modifiant les statuts de l'association.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4. La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3. Objet social.

3.1. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières, immobilières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré-décrits, de manière à en faciliter l'accomplissement. La société peut dans ce cadre consentir des emprunts, le cas échéant, représentés par des obligations ou autres titres de créance.

4. Durée.

4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital et actions.

5.1. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000.- (trente et un mille Euros), divisé en 31.000 (trente et un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1.- (un Euro) chacune.

5.2. Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

5.3. La société pourra racheter ses propres actions en observant les conditions prévues par la loi.

5.4. Usufruit et Nue-Propriété: Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé «nu-propriétaire». Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés pour chaque action sont les suivants:

- droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, sauf pour l'assemblée se prononçant sur la mise en liquidation de la société.

- droit aux dividendes.

5.5. Nature des actions: Les actions sont et resteront nominatives.

5.6. Versements: Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

6. Conseil d'administration.

6.1. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. Toutefois, dans le cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, s'il est constaté lors d'une assemblée générale des actionnaires que la Société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en reconnaissant que la Société a plus d'un actionnaire. Les personnes morales peuvent également être nommées en tant qu'administrateur, mais dans ce cas, conformément à la loi luxembourgeoise, ils doivent désigner un représentant permanent qui doit être une personne physique.

6.2 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

7. Réunions du conseil d'administration.

7.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

7.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

7.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

7.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

7.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

7.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

7.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

7.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

7.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

8. Pouvoirs généraux du conseil d'administration. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

9. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

10. Représentation de la société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

11. Surveillance - Commissaire aux comptes. La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique. Ils sont nommés pour une période n'excédant pas six ans et ils seront rééligibles; ils peuvent être révoqués à tout moment.

12. Assemblée générale des actionnaires.

12.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

12.2 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

12.3 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration. Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

12.4 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

12.5 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

12.6 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

13. Assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le deuxième jeudi du mois de mai à 16.00 heures.

14. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

15. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

16. Année sociale.

16.1 L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

16.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

17. Répartition des bénéfices.

17.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

17.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

17.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

18. Dissolution - Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

19. Référence à la loi. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Ninth resolution

The sole shareholder resolves to fix the address of the Company at L-1724 Luxembourg, 9B, Boulevard du Prince Henri, Grand-Duché of Luxembourg.

Tenth resolution

The sole shareholder accepts the resignation of United International Trust NV as sole director, discharge is granted to it for the execution of its mandate.

The sole shareholder resolves to fix the number of directors at three and to appoint the following persons as directors of the Company until the annual general meeting of shareholders to be held in 2020:

1. Mr Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, residing at Ettelbruck.
2. Mr Jean-Hugues ANTOINE, accountant, with professional address at 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
3. Mrs Carine REUTER-BONERT, employee, residing at Fennange.

Eleventh resolution

The sole shareholder resolves to appoint the following person as statutory auditor of the Company until the annual general meeting of shareholders to be held in 2020:

RAMLUX S.A. having its registered office in L- 1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri and registered at the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under the number B 53.438

Transitory provision

1. By way of derogation of article 16 of the present articles of association, the Company's current accounting year is to run from the date of the present deed to December 31, 2015.

2. The first annual general meeting of shareholders under Luxembourg Law shall be held in 2016.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 2,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, it have signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE QUINZE

LE VINGT-SIXIEME JOUR DU MOIS DE FEVRIER

Devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

ABINGDON S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 9B, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, RCS Luxembourg B 191.450, ici dûment représentée par Monsieur Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, résidant à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 25 février 2015

Ladite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Le comparant, représenté comme dit ci-dessus, a demandé au Notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

ABINGDON S.A. est l'associé unique de PHARAOH CORPORATION N.V., une société de droit des Antilles Néerlandaises, enregistrée à la Chambre de Commerce à Curaçao sous le numéro 100.493 et ayant son siège social à Landhuis Joonchi Kaya Richard J. Beaujon z/n, P.O. Box 837, Willemstad Curaçao, Antilles Néerlandaises, ci-après dénommée «La société», constituée sous le droit des Antilles néerlandaises, suivant un acte passé devant Maître Rudolf Johannes Antony Palm, notaire à Curaçao, le 20 avril 1990.

L'actionnaire unique ABINGDON S.A. détenant la totalité des 26.000 actions de la société, est dûment représentée à la présente assemblée qui est régulièrement constituée et peut décider valablement sur les points de l'ordre du jour suivant, sans convocation préalable:

Ordre du jour

1. Ratification des résolutions des actionnaires adoptées le 25 février 2015 qui ont décidé entre autres de transférer le siège social de la Société de Landhuis Joonchi Kaya Richard J. Beaujon z/n, P.O. Box 837, Willemstad Curaçao, Antilles Néerlandaises à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri et d'adopter la nationalité luxembourgeoise.

2. Reconnaître le transfert du siège social et du siège de gestion administrative de la Société de Curaçao au Grand-Duché de Luxembourg pour des raisons stratégiques et suite à des changements dans la législation en Curaçao, sans dissolution de la Société et avec continuité de sa personnalité juridique à compter de la date du présent acte.

3. Approbation de la situation financière de la Société au 10 février 2015 en tant que bilan de clôture de la Société aux Antilles Néerlandaises et bilan d'ouverture à Luxembourg

4. Approbation du rapport d'évaluation de la Société à la date du 18 février 2015, émis par FIDEWA-CLAR S.A.

5. Adopter à Luxembourg la forme juridique de société anonyme.

6. Suppression de la valeur nominale des actions et conversion de la devise d'expression du capital social de USD en Euros au taux de change fixé par les «Foreign Exchange Rate» au 18 février 2015 à 1 USD= 0,8789.- EUR, à EUR 22.851,- représenté par 26.000 actions sans désignation de valeur nominale. Allocation, en cas de besoin, de toute différence résultant d'une variation éventuelle du cours de change à une réserve positive ou négative

7. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 8.149,- afin de le porter de son montant actuel de EUR 22.851,- à EUR 31.000.-, sans émission d'actions nouvelles, mais par augmentation du pair comptable de chaque action, à souscrire par l'actionnaire unique, par apport en numéraire.

8. Echange des 26.000 actions sans désignation de valeur nominale contre 31.000 actions d'une valeur nominale de EUR 1.- chacune.

9. Adopter la dénomination sociale "Pharaoh Corporation SA".

10. Refonte complète des statuts pour les adapter à la loi luxembourgeoise.

11. Fixer le siège social de la Société à L - 1724 Luxembourg, 9B, Boulevard du Prince Henri.

12. Démission de United International Trust NV de son mandat d'administrateur unique et décharge pour l'exécution de son mandat

13. Nomination des personnes suivantes comme administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2020:

Monsieur Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, demeurant à Ettelbruck.

Monsieur Jean-Hugues ANTOINE, comptable, demeurant professionnellement au 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Madame Carine REUTER-BONERT, employée privée, demeurant à Fennange.

14. Nomination pour la même période du commissaire aux comptes: RAMLUX S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri. Son mandat expirera à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020.

15. Divers.

Après que ce qui précède ait été approuvé par l'actionnaire unique, représenté comme pré-mentionné, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique approuve et ratifie la résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PHARAOH CORPORATION N.V. tenue à Curaçao le 25 février 2015, pour transférer le siège social et le siège de gestion administrative de la Société de Landhuis Joonchi Kaya Richard J. Beaujon z/n, P.O. Box 837, Willemstad Curaçao, Antilles Néerlandaises à L- 1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri à la date du présent acte et sans interruption de la personnalité juridique

Une copie dudit procès-verbal restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Il est décidé d'adopter la nationalité luxembourgeoise et de soumettre la Société aux lois du Grand -Duché de Luxembourg à partir de la date du présent acte.

La Société étant une N.V., ce qui est équivalent à une S.A., l'actionnaire unique décide, pour l'application de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, d'adopter la forme juridique d'une société anonyme.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide d'approuver la situation financière de la Société au 10 février 2015 en tant que bilan de clôture de la Société aux Antilles Néerlandaises et bilan d'ouverture à Luxembourg, ledit bilan montrant un actif net de USD 705.862,-

Ledit bilan d'ouverture et de clôture, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de l'actionnaire unique et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être enregistré avec elles.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide d'adopter le rapport établi en vue du transfert de la Société et conformément aux articles 26-1 et 32-1 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales par FIDEWA-CLAR, Réviseur d'entreprises, ayant son siège social à Luxembourg, en date du 18 février 2015. Sur base des principes comptables généralement reconnus, il ressort de ce rapport qu' à cette date, la valeur de l'actif net de la Société s'élève à au moins USD 705.862,-.

Ledit rapport contient la conclusion suivante:

«Sans remettre en cause notre conclusion, nous attirons votre attention sur le fait qu'un montant minimal de EUR 8.149 devra être versé lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire devant statuer sur la transformation de PHARAOH CORPORATION S.A. pour atteindre le minimum de capital requis pour la constitution d'une société anonyme.

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention hormis le point énoncé ci-dessus, qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'actif net au 10 février 2015 de la société PHARAOH CORPORATION S.A. ne correspond pas au moins au capital minimum requis pour la constitution d'une société anonyme.»

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de l'actionnaire unique et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être enregistré avec elles.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Il résulte du rapport du réviseur d'entreprises que la valeur nette de la Société est de USD 705.862,- et que le capital actuel de la société est de USD 26.000,-.

Il est décidé de convertir le capital social de USD en EUR, au taux de change fixé par «Foreign Exchange Rates» du 18 février 2015 à 1 USD= 0,8789 EUR. Sur base de cette conversion, le montant du capital est fixé à EUR 22.851,- (vingt-deux mille huit cent cinquante et un Euros) représenté par 26.000 (vingt-six mille) actions sans désignation de valeur nominale.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 8.149,- (huit mille cent quarante-neuf euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 22.851,- (vingt-deux mille huit cent cinquante et un Euros) à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), sans émission d'actions nouvelles, mais par augmentation du pair comptable de chaque action, à souscrire par l'actionnaire unique, par apport en numéraire.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite l'actionnaire unique, représenté par Monsieur Fons MANGEN, prénommé, en vertu de d'une procuration dont mention ci-avant;

a déclaré souscrire à l'augmentation de capital et la libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 8.149,- (huit mille cent quarante-neuf euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide de fixer une nouvelle valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) par action et d'échanger les 26.000 actions sans désignation de valeur nominale contre 31.000 actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Septième résolution

Il est décidé par ailleurs que la Société adopte la dénomination sociale «Pharaoh Corporation S.A.».

Huitième résolution

L'actionnaire unique décide d'adapter les statuts de la société à la législation luxembourgeoise et aux résolutions ci-dessus.

Les statuts sont rédigés en langue française et auront désormais la teneur suivante.

STATUTS**1. Nom.**

1. Le nom ou dénomination de la Société est: «PHARAOH CORPORATION S.A.».

2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg- Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2. Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil d'administration. Le siège social pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des actionnaires modifiant les statuts de l'association.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4. La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3. Objet social.

3.1. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières, immobilières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré-décrits, de manière à en faciliter l'accomplissement. La société peut dans ce cadre consentir des emprunts, le cas échéant, représentés par des obligations ou autres titres de créance.

4. Durée.

4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital et actions.

5.1. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000.- (trente et un mille Euros), divisé en 31.000 (trente et un mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1.- (un Euro) chacune.

5.2. Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

5.3. La société pourra racheter ses propres actions en observant les conditions prévues par la loi.

5.4. Usufruit et Nue-Propriété: Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé «nu-propriétaire». Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés pour chaque action sont les suivants:

- droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, sauf pour l'assemblée se prononçant sur la mise en liquidation de la société.
- droit aux dividendes.

5.5. Nature des actions: Les actions sont et resteront nominatives.

5.6. Versements: Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

6. Conseil d'administration.

6.1. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. Toutefois, dans le cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, s'il est constaté lors d'une assemblée générale des actionnaires que la Société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire en reconnaissant que la Société a plus d'un actionnaire. Les personnes morales peuvent également être nommées en tant qu'administrateur, mais dans ce cas, conformément à la loi luxembourgeoise, ils doivent désigner un représentant permanent qui doit être une personne physique.

6.2 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

7. Réunions du conseil d'administration.

7.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

7.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

7.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

7.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter.

Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

7.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

7.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

7.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

7.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

7.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

8. Pouvoirs généraux du conseil d'administration. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

9. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

10. Représentation de la société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

11. Surveillance - Commissaire aux comptes. La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique. Ils sont nommés pour une période n'excédant pas six ans et ils seront rééligibles; ils peuvent être révoqués à tout moment.

12. Assemblée générale des actionnaires.

12.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

12.2 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

12.3 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent

autorisé à voter par procuration. Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

12.4 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

12.5 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

12.6 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

13. Assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le deuxième jeudi du mois de mai à 16.00 heures.

14. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

15. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

16. Année sociale.

16.1 L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

16.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

17. Répartition des bénéfices.

17.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

17.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

17.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

18. Dissolution - Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

19. Référence à la loi. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Neuvième résolution

L'actionnaire unique décide de fixer le siège de la Société à L-1724 Luxembourg, 9B, Boulevard du Prince Henri.

Dixième résolution

L'actionnaire unique accepte la démission de United International Trust N.V. en tant qu'administrateur unique, décharge lui est donnée pour l'exécution de son mandat:

L'actionnaire unique décide de fixer le nombre des administrateurs à trois et de nommer les personnes suivantes comme administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2020:

- Monsieur Fons MANGEN, Réviseur d'entreprises, demeurant à Ettelbruck.

Monsieur Jean-Hugues ANTOINE, comptable, demeurant professionnellement au 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Madame Carine REUTER-BONERT, employée privée, demeurant à Fennange.

Onzième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la personne suivante comme auditeur de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2020:

RAMLUX S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 53.438.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2020.

Disposition transitoire

1. Par dérogation à l'article 16 des présents statuts, l'année comptable actuelle de la Société débute le jour du présent acte et se termine le 31 décembre 2015

2. La première assemblée générale annuelle des actionnaires selon la Loi luxembourgeoise se tiendra en 2016.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Coûts

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou pour lesquels il est responsable en raison du présent acte, à environ EUR 2.000,-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle français et qu'à l'anglais et sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MANGEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/6282. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015046024/623.

(150051416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

I-Invest Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 195.553.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze, le deux mars.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg

A comparu:

La société anonyme I-INVEST GROUP S.A., avec siège social à L-1637 Luxembourg, 5 rue Goethe, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B186.991,

représentée par Monsieur Kevin Grégory DEMONTE, demeurant à B-4607 Dalhem (Belgique), 5 rue sur le Bois, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué, nommé à ces fonctions lors de l'assemblée générale extraordinaire consécutive au présent acte de constitution du 26 juin 2014 et habilité à engager ladite société par sa seule signature.

La partie comparante, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes sortes de prestations dans le domaine du management, de consultance, de gestion administrative, ressources humaines, ventes de produits divers, vente de produits publicitaires, vente de produits liés au net.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. La société prend la dénomination de «I-INVEST MANAGEMENT», société à responsabilité limitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg-Ville.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,00) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent-vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mil quinze.

Souscription et libération

Les cent parts sociales sont souscrites par la société anonyme I-INVEST GROUP SA, avec siège social à L-1637 Luxembourg, 5 rue Goethe, et inscrite au registre des sociétés de Luxembourg sous le numéro B186991.

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00.-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant

la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille cent cinquante euros (1.150.- euros). A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes pré qualifiées, représentées comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à un.
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

La société anonyme I-INVEST GROUP SA, avec siège social à L-1637 Luxembourg, 5 rue Goethe, et inscrite au registre des sociétés de Luxembourg sous le numéro B186991

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle du gérant.

3. L'adresse de la société est fixée à L-1637 Luxembourg, 5 rue Goethe.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu les comparants attentifs au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: K. DEMONTE, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/4740. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME

LUXEMBOURG, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045842/107.

(150052232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Tanin Export S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 75.722.

L'an deux mille quinze, le onze mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "TANIN EXPORT S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 75722, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 640 du 7 septembre 2000.

Les statuts de la société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 23 novembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2450 du 30 décembre 2006.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les quatre cents (400) actions d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.à r.l., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 117503, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. En conséquence, il est mis fin au mandat des administrateurs.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, M. Krecké, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 mars 2015. 2LAC/2015/5390. Reçu douze euros (12.- €)

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2015.

Référence de publication: 2015042613/54.

(150048887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Sankaty European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.541,20.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 173.880.

Extrait de la résolution prise par l'associé unique de la Société En date du 20 mars 2015

En date du 20 mars 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- d'accepter la démission de Grindale Gamboa de son mandat de Gérant de classe B de la Société avec effet au 20 mars 2015;

- de nommer Dimitri Nys, né le 12 octobre 1984 à Ottignies-Louvain-la-Neuve, ayant comme adresse professionnelle: 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe B de la Société avec effet au 20 mars 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le Conseil de Gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

- Ranesh Ramanathan, gérant de classe A
- Sally Fassler, gérant de classe A
- Myleen Tapawan Basilio, gérant de classe B
- Dimitri Nys, gérant de classe B

Luxembourg, le 20 mars 2015.

Référence de publication: 2015044679/21.

(150050995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

**Partners Group Real Estate Secondary 2009 (Euro) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions
sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 146.205.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den elften März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Partners Group Management II S.à r.l., mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, H.G.R. Luxemburg Nummer B 140257,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Privatangestellte, geschäftsansässig in Luxemburg, auf Grund eines Zirkularbeschlusses der Partners Group Management II S.à r.l., welcher gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Die Komparentin handelt in ihrer Eigenschaft als Manager der Kommanditaktiengesellschaft Partners Group Real Estate Secondary 2009 (Euro) S.C.A., SICAR, mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

Die Komparentin, handelnd wie vorerwähnt, hat den amtierenden Notar ersucht folgende Feststellungen zu beurkunden:

I.- Die Gesellschaft Partners Group Real Estate Secondary 2009 (Euro) S.C.A., SICAR (hiernach "Gesellschaft"), mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, RCS Luxemburg Nummer B 146205, wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 8. Mai 2009, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1095 vom 3. Juni 2009. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde vom 26. Juni 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 2586 vom 24. September 2014.

II.- Die Gesellschaft hat ein Aktienkapital von EUR 6.671.902,358 (sechs Millionen sechshunderteinundsiebzigtausend neunhundertzwei Komma dreihundertachtundfünfzig Euro) eingeteilt in 6.070.882,970 (sechs Millionen siebzigtausend achthundertzweiundachtzig Komma neunhundertsechzig) Manager-Aktien und 601.019,388 (sechshunderteintausend neunzehn Komma dreihundertachtundachtzig) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,-EUR) pro Aktie, ausgegeben mit einem Emissionsagio von neunhundertneunundneunzig Euro (999,- EUR) pro Aktie.

III.- Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Aktienkapital von zehn Millionen Euro (10.000.000,- EUR) und ist aufgeteilt in:

- fünf Millionen (5.000.000) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie; und
- fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie.

IV.- Artikel 5 der Satzung, welcher die Voraussetzungen für ein genehmigtes Kapital schafft, beinhaltet folgende sachdienliche Angaben:

Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betragslichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapitals Aktien wie folgt auszugeben:

- jede Stammaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt ein tausend Euro (1.000,- EUR) ausgegeben (d.h. Nominalwert von 1,- EUR zuzüglich Emissionsagio von 999,- EUR); und
- jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (1,- EUR) zuzüglich Emissionsagio von null (0) bis einem (1,-) Euro ausgegeben.

Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum 26. Juni 2019 Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzungen gefasst wurde, verlängert werden.

Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

V.- Gemäß Beschluss vom 11. Dezember 2014 hat der Manager entschieden, im Rahmen des genehmigten Kapitals, das Gesellschaftskapital um EUR 153.143,100 (einhundertdreißigtausend einhundertdreißig Komma einhundert Euro) zu erhöhen, durch die Ausgabe von:

- 13.795,420 (dreizehntausend siebenhundertfünfundneunzig Komma vierhundertzwanzig) neuen Stammaktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR), ausgegeben mit einem Emissionsagio von EUR 999,- (neunhundertneunundneunzig Euro),
- 139.347,680 (einhundertneununddreißigtausend dreihundertsiebenundvierzig Komma sechshundertachtzig) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR), ausgegeben ohne Emissionsagio.

Die Zeichnung und die Einzahlung der neuen Aktien ergeben sich aus den Zeichnungs- und Einzahlungsbelegen übermittleit durch die Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, und der Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar erbracht,

dass die Gesellschaft von den Zeichnern im Verhältnis ihrer Zeichnung, den Gesamtbetrag von EUR 13.934.767,68 (dreizehn Millionen neuhundertvierunddreissigtausend siebenhundersiebenundsechzig Euro und achtundsechzig Cent) erhalten hat.

VI.- Dass aufgrund des oben genannten Beschlusses, der Manager beschließt Paragraph (b) von Artikel 5 der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. Aktienkapital (Paragraph b).

(b) Die Gesellschaft hat ein Aktienkapital von EUR 6.825.045,458 (sechs Millionen achthundertfünfundzwanzigtausend fünfundvierzig Komma vierhundertachtundfünfzig Euro) eingeteilt in 6.210.230,650 (sechs Millionen zweihundertzweihunderttausend zweihundertdreißig Komma sechshundertfünfzig) Manager-Aktien und 614.814,808 (sechshundertvierzehntausend achthundertvierzehn Komma achthundertacht) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,-EUR) pro Aktie, ausgegeben mit einem Emissionsagio von neuhundertneunundneunzig Euro (999,- EUR) pro Aktie.

Englische Version von Artikel, Paragraph b)

Art. 5. Share capital (paragraph b).

(b) The Corporation has a capital of EUR 6,825,045.458 (six million eight hundred and twenty-five thousand forty-five point four hundred and fifty-eight) represented by 6,210,230.650 (six million two hundred and ten thousand two hundred and thirty point six hundred and fifty Manager Shares and 614,814.808 (six hundred and fourteen thousand eight hundred fourteen point eight hundred and eight) Ordinary Shares of a par value of EUR 1.- (one Euro) per Share and a share premium of EUR 999.- (nine hundred ninety-nine Euro).

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr EUR 5.500.- abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. SIEBENALER, und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8425. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 20. März 2015.

Référence de publication: 2015044639/89.

(150050878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

Nordea Life & Pensions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 35.996.

Extrait rectificatif concernant la modification déposée le 19 mars 2015 sous la référence L150050067

Le présent document est établi en vue de corriger les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. En effet, une erreur s'est produite lors du dépôt enregistré en date du 19 mars 2015 sous la référence L150050067.

Les mandats des nouveaux administrateurs de la Société:

- Monsieur Lars KORNMÖD (administrateur);
- Monsieur Johan NYSTEDT (administrateur) et
- Monsieur Leif RAANES (administrateur et président du conseil d'administration)

prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'année 2014 et pas 2015.

Toutes autres mentions de la publication demeurent inchangées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2015.

NORDEA LIFE & PENSIONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2015044603/21.

(150050488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

Tannenberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 124.826.

Der Alleinige Anteilsinhaber der Gesellschaft, Mars Holdco 1 S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter Nummer B122122 hielt alle Anteile an der Gesellschaft (500 Gesellschaftsanteile mit je einem Nominalwert von 25,- EUR).

Mars Holdco 1 S.à r.l. hat mit Urkunde vom 11. und 12. Februar 2015, geändert durch Urkunde vom 11. März 2015 (der Übertragungs- und Veräußerungsvertrag), (i) 421 Anteile an der Gesellschaft an Patrizia Basket LuxHoldCo S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter Nummer B192964, veräußert und übertragen und (ii) 79 Anteile an der Gesellschaft an PATRIZIA Res Publica Hessen I HoldCo S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter Nummer B181332, veräußert und übertragen.

Demnach resultiert aus dem Vollzug des Übertragungs- und Veräußerungsvertrag am 11. März 2015, dass (i) Patrizia Basket LuxHoldCo S.à r.l. 421 Anteile an der Gesellschaft (mit je einem Nominalwert von 25,-EUR) und (ii) PATRIZIA Res Publica Hessen I HoldCo S.à r.l. 79 Anteile an der Gesellschaft (mit je einem Nominalwert von 25,- EUR) halten.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TANNENBERG S.À R.L.
VERTRETER

Référence de publication: 2015044750/28.

(150050282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

PC EU Feeder V SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 195.422.

STATUTES

Extrait de l'acte constitutif conformément à l'article 6 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée

Name of the Partnership	PC EU Feeder V SCSp
Form of the Partnership	Special Limited Partnership (société en commandite spéciale)
Registered office	296-298 route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg
Name of the shareholders with joint and several liability	PATRON CAPITAL EU FEEDER GP V S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), whose registered office is at 296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 194783.
Purpose of the Partnership	The object of the Partnership is to carry on the business of an investor and, in particular but without limitation, of identifying, negotiating, making, monitoring and realising investments, and to carry out all the functions and acts in connection therewith.
Name of the general partner	PATRON CAPITAL EU FEEDER GP V S.à r.l.
Management power and representative capacity of the general partner	The Partnership and its asset will be managed exclusively by the general partner.
Commencement date	5 March 2015
Terminate Date	The Partnership shall terminate on the 10 year anniversary of its commencement which will occur on 5 March 2025.

The PC EU Feeder V SCSp partnership agreement extract has been drawn up in English and is followed by a French translation, in case of discrepancies between the English and French version, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

Dénomination sociale	PC EU Feeder V SCSp
Forme légale	société en commandite spéciale
Siège social	296-298, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
Nom des associés solidaires (associé gérant commandité)	PATRON CAPITAL EU FEEDER GP V S.à r.l, une société à responsabilité limitée, dont le siège social est au 298 route de Longwy, L-1940 Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194783.
Objet social	L'objet de la Société est d'exercer les activités d'un investisseur et, particulièrement, mais sans s'y limiter, d'identifier, négocier, effectuer et surveiller le progrès des investissements, et d'exercer toutes les fonctions et actes y afférant.
Nom du gérant	PATRON CAPITAL EU FEEDER GP V S.à r.l
Pouvoir de signature du gérant	La Société et ses actifs seront exclusivement gérer par l'associé gérant commandité.
Date de commencement	5 mars 2015
Date de fin	La Société prendra fin au 10 ^{ème} anniversaire de son commencement, soit le 5 mars 2025.

L'extrait de l'acte constitutif de PC EU Feeder V SCSp a été dressé en langue anglaise et suivi d'une traduction en langue française, en cas de différence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Référence de publication: 2015043134/48.

(150049587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

MariTeam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 353, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 107.832.

Suite à une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 2 mars 2015 il a été convenu ce qui suit:

- La démission de Inter-Haus-Luxembourg S.A., en sa qualité d'administrateur est acceptée, avec effet immédiat.
- La démission de Mme Claudine Jander, en sa qualité d'administrateur est acceptée, avec effet immédiat.
- Election des nouveaux administrateurs:

Fiduciaire de Trèves S.C., 70, Grand-Rue, L - 1660 Luxembourg

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

- M. Jann Driebold, 353, route de Longwy, L - 1941 Luxembourg

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

- Le mandat d'administrateur:

Mme Andrea Thielenhaus

est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

Délégué à la gestion journalière:

- Le mandat de l'administrateur-délégué:

Mme Andrea Thielenhaus

est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

- Election d'un nouvel administrateur-délégué

M. Jann Driebold, 353, route de Longwy, L - 1941 Luxembourg

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

- le mandat du commissaire:

AUTONOME DE REVISION

est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017

L'adresse du commissaire Autonome de Révision a été transféré au 70, Grand-Rue, L - 1660 Luxembourg en date du 1^{er} mars 2012.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

MARITEAM S.A.

Référence de publication: 2015045229/32.

(150051269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.